

# La souveraineté alimentaire, avenir de l'agriculture?

**Quand des paysans, des syndicats et des consommateurs se réunissent, cela provoque un débat animé. C'est ce qui s'est passé le 3 novembre à Berne, où un forum original mis sur pied par Uniterre a rencontré un franc succès.**

«**L**a souveraineté alimentaire est la réponse aux problèmes qu'affrontent aujourd'hui les agriculteurs». C'est avec cette phrase que Valentina Hemmeler Maïga a ouvert le 3 novembre à Berne un forum organisé sur ce thème par le syndicat Uniterre et diverses organisations écologiques et syndicales. Forum qui a rencontré un large succès: quelque 200 personnes, femmes et hommes, provenant surtout de l'agriculture, mais aussi des syndicats et de la FRC (Fédération romande des consommateurs) avaient répondu à l'invitation.

Qu'est-ce que la souveraineté alimentaire? «Le droit d'une population, d'une région ou d'un pays à définir en toute liberté leur

L'intervention trahit un certain militantisme. C'est le cas. Le concept de souveraineté alimentaire a été inventé en 1996 par l'organisation de défense des paysans la Via Campesina, une fédération internationale aujourd'hui forte de quelque 150 associations de paysans dont, en Suisse, Uniterre et l'Autre Syndicat.

## SIX PISTES CONVERGENTES

Le forum de Berne avait précisé pour but de mieux cerner la souveraineté alimentaire. Celle-ci recouvre une demi-douzaine de facteurs, qui vont tous dans la direction d'une autonomie véritable des personnes, comme Valentina Hemmeler Maïga l'explique.

## «IL FAUT COMPENSER L'OUVERTURE DES MARCHÉS PAR UNE RÉGLEMENTATION QUI LIMITE LE POUVOIR DES MULTINATIONALES.»

politique agricole et alimentaire», explique la secrétaire syndicale. «La souveraineté alimentaire met à la première place les gens, ajoute le président d'Uniterre, Pierre-André Tombez, agriculteur à Salavaux (VD). Nous ne mettons pas au centre de nos préoccupations le marché, la politique, le commerce ou je ne sais quoi, mais les personnes: celles qui produisent et celles qui consomment nos produits. Et tous ensemble nous devons remettre à leur place les intermédiaires, qui ne doivent être rien d'autre que des intermédiaires».

- L'agriculture est destinée à nourrir en priorité la population proche des producteurs. Cette prévalence de la production locale passe par un libre accès à la terre, à l'eau, aux semences et au crédit. Dans cette optique, l'eau doit être admise comme un bien public à gérer durablement et à répartir selon les besoins; quant aux OGM, qui rendent dépendant, ils sont bannis de cette politique.
- Le droit de choisir ce qu'on veut produire et consommer. D'où une indispensable transparence sur l'origine et le type de



Keystone-a

transformations subies par les produits.

- Le droit des Etats à se protéger des importations à trop bas prix.
- Une politique de prix liée aux coûts de production, ce qui implique de renoncer à subventionner des exportations.
- La participation démocratique des populations à l'élaboration des politiques agricoles.
- La reconnaissance des droits des femmes. Sans leur participation, de nombreuses exploitations s'écrouleraient.

Prévu au programme, le rappor-

**Récolte de mâche en Thurgovie. L'agriculture, une affaire d'êtres humains avant d'être celle de machines et de marchés.**

## Brèves

teur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation Olivier de Schutter, professeur à l'Université de Louvain, a dû s'excuser au dernier moment. Dans une vidéo, il a néanmoins exposé ses soucis, en visant particulièrement l'OMC.

### VU DE L'ONU

«Nous devons jeter un regard nouveau sur le commerce international, dit-il. Et nous demander qui va gagner et qui va perdre? L'expansion de grandes chaînes de production alimentaire via des firmes multinationales fait courir un risque important à des pays entiers qui se spécialisent dans une monoculture d'exportation (café, cacao, coton, etc.) au détriment des cultures familiales. Ces cultures de rente peuvent fragiliser toute l'économie – aux structures souvent précaires – d'un pays en voie de développement. On l'a vu en Côte d'Ivoire quand le cours du cacao a chuté.»

M. de Schutter dénonce les subventions des pays industrialisés à l'exportation de leurs produits agricoles, qui entrent dans «une concurrence insupportable avec les productions des paysans locaux, dont la productivité est

au moins 500 fois plus faible que celle des agricultures industrialisées du Nord». Il met également le doigt sur «la course aux terres» lancée par certains Etats riches et des fonds d'investissement. En s'accaparant de grandes surfaces de terres arables, ces derniers spéculent sur les besoins en alimentation d'une population mondiale qui comptera demain (vers 2050) deux ou trois milliards d'hommes en plus.

Le professeur en appelle à un renforcement des démocraties afin de contrôler les politiques agro-alimentaires. Les pays à économie faible doivent pouvoir se protéger contre l'extension du commerce international. «Il faut compenser l'ouverture des marchés par une réglementation qui limite le pouvoir des multinationales, en particulier dans la fixation des prix.»

Le forum a laissé une large place au débat, que la place manque pour rapporter. Celui-ci a été nourri par des interventions de qualité ainsi que par... la crise du lait et l'accord de libre échange en négociation avec l'UE. Une riche journée et un beau succès pour Uniterre. ///

*Alain Dupraz*

### CHAQUE JOUR EN SUISSE, 110'000 M<sup>2</sup> DE TERRES AGRICOLES EN MOINS

**A**lors que les terres agricoles sont en principe protégées, chaque jour en voit disparaître quelque 110'000 m<sup>2</sup>. Ce grignotement constant est la conséquence de la très forte pression de l'habitat sur le foncier. C'est pourquoi le conseiller national fribourgeois Jacques Bourgeois (libéral-radical), directeur de l'Union suisse des paysans, a déposé en septembre dernier une initiative parlementaire afin d'inscrire dans la loi le maintien des surfaces d'assolement. Celles-ci sont, d'une part l'indispensable outil de travail des agriculteurs, d'autre part la garantie d'un taux minimum d'approvisionnement indigène.

Le parlementaire avait déjà effectué une démarche similaire l'an passé afin d'inscrire le principe de souveraineté alimentaire dans la loi sur l'agriculture. Rappelant que la production indigène ne couvre que 40% de la consommation, il estime que ce concept devrait aider à «maintenir la capacité nourricière de notre agriculture de proximité, tout en respectant les règles agronomiques, écologiques et énergétiques de base». [Ad]

### LE MAÏS RECOULE...

La production mondiale de maïs va probablement augmenter cette année. Le département américain de l'Agriculture (USDA) estime qu'elle sera de 792,54 Mt (millions de tonnes), soit 1,26 Mt de plus qu'en 2008. L'USDA a cependant revu ses pronostics à la baisse, en raison principalement d'un fort recul de la récolte en Chine, qui produira 5 Mt de moins, à 155 Mt. Premiers producteurs mondiaux, les Etats-Unis devraient arriver à 330,67 Mt cette année, et l'UE à 56,57 Mt. L'USDA ne précise pas quelle quantité de maïs partira dans la fabrication de carburant. •



### ...MAIS LES OGM AVANCENT

Au Mexique, le maïs est sacré. Non seulement parce qu'il fait partie de l'alimentation de base de la population, mais aussi parce que cette céréale est intimement liée à l'histoire ancestrale et précolombienne du pays. C'est pourquoi on s'y inquiète de l'arrivée d'un maïs transgénique. Les premiers tests vont pouvoir commencer puisque le gouvernement vient de délivrer des permis dans ce sens à ses voisins du Nord, Monsanto, Dow Agrosiences et Pioneers. La crainte est provoquée par le risque de voir les variétés mexicaines disparaître au profit de semences contrôlées par les multinationales étatsuniennes. •

### BAISSE MONDIALE DU CO<sub>2</sub>?

Incriminées dans le réchauffement climatique, les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> pourraient chuter de 3% en 2009 en raison de la crise économique. Cette baisse serait la plus forte jamais enregistrée depuis 40 ans, a précisé l'économiste en chef de l'AIE, Fatih Birol. Au cours d'une conférence de presse, il a rappelé que l'évolution des émissions mondiales était jusqu'ici de +3% par an en moyenne. L'énergie, qui représente les deux tiers des émissions de gaz à effet de serre, est «au cœur du problème et doit donc être au cœur de la solution», souligne l'AIE. •